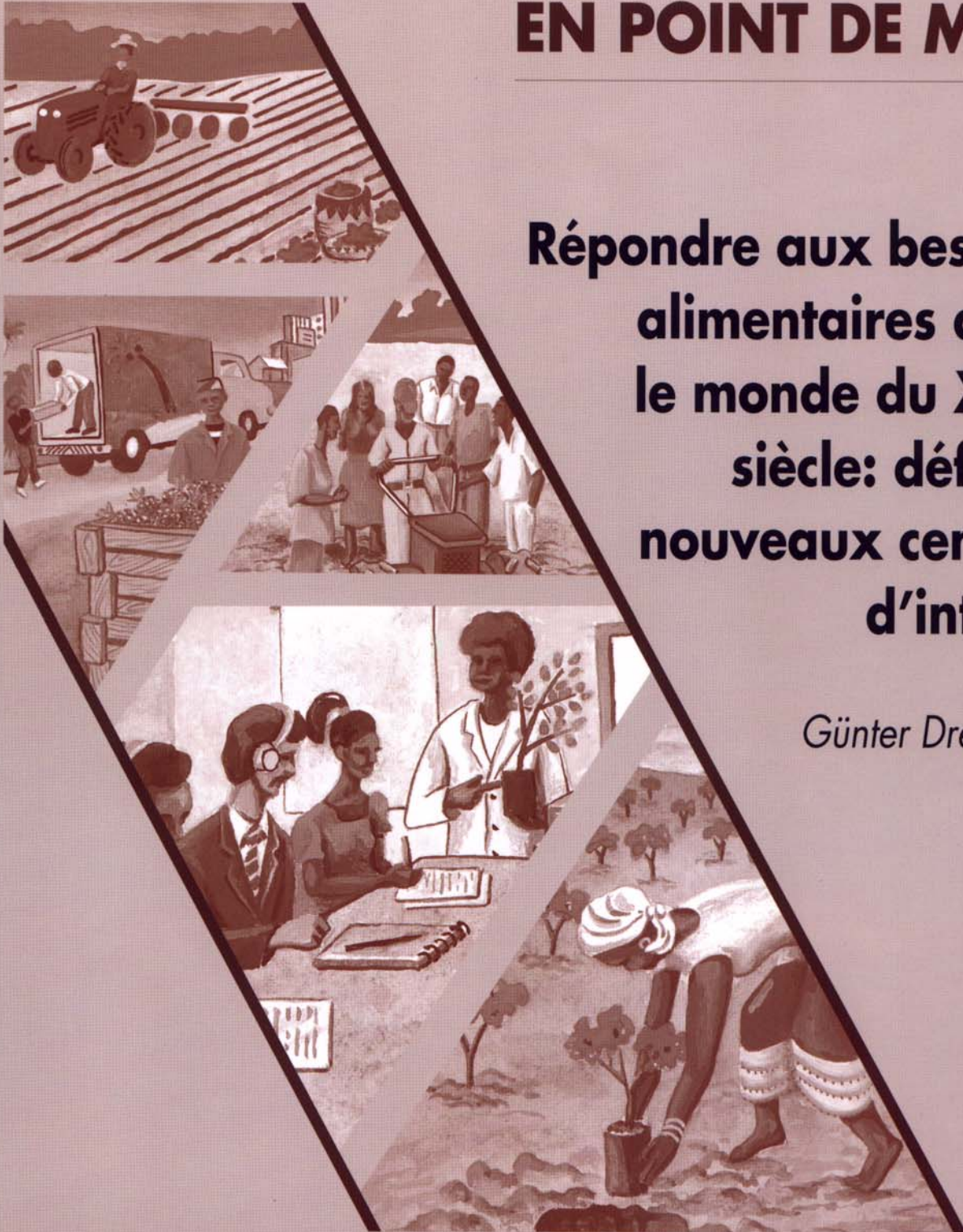


EN POINT DE MIRE

Répondre aux besoins alimentaires dans le monde du XXI^e siècle: défis et nouveaux centres d'intérêt

Günter Dresrüsse



Répondre aux besoins alimentaires dans le monde du XXI^e siècle: défis et nouveaux centres d'intérêt

Günter Dresüsse

Directeur, Sous-Division de l'agriculture, des ressources forestières et de l'aide d'urgence, GTZ, Allemagne

LES DEFIS

Des points de vue divergents sur le développement

"On affiche complet !" "Mais qui donc va nourrir la Chine ?" C'est sur ce ton percutant que Lester Brown, du Worldwatch Institute de Washington DC, évoque le défi du prochain millénaire, brochant un tableau apocalyptique du développement dans la pure tradition malthusienne. Surexploitation des océans, surpâturage, épuisement des terres cultivables et capacités d'extension des cultures insuffisantes pour nourrir 8,9 milliards d'âmes en 2030: telles sont les principales conclusions de deux publications récentes de l'institut (Brown et Kane, 1994; Brown, 1995).

Selon les analyses de l'institut, la productivité des ressources naturelles mondiales est en nette régression. Passé la dernière décennie de ce millénaire, il sera de plus en plus difficile d'accroître la production alimentaire dans les mêmes proportions que par le passé. Le taux de 3% de hausse annuelle de la production céréalière réalisé de 1950 à 1984 s'est déjà effondré à moins de 1%. Le retard technologique – ou l'écart entre la production réelle et la production potentielle dû à la non-adoption de nouvelles techniques – s'est fortement réduit. En outre, de larges surfaces cultivables sont la proie de l'industrialisation et de l'urbanisation, surtout dans les pays à croissance plus rapide. La capacité de charge de la planète est en passe de franchir la limite supérieure. Seul un changement radical de la façon de gérer les ressources offre une chance de survie. Et même s'il intervenait, ce changement devrait impérativement s'accompagner de mesures permettant un contrôle efficace de la croissance démographique.

Au moment où Lester Brown rédigeait ces rapports, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publiait "Agriculture: towards 2010" et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) préparait des études pour la conférence "A 2020 vision for food, agriculture and the environment" (FAO, 1993; IFPRI, 1995). Les scénarios de la FAO et de l'IFPRI donnent une image totalement différente des ressources vivrières dans le futur. Selon ces organisations, le taux de croissance de la production céréalière nécessaire, estimé à 2%, pourra être maintenu au-delà des dix premières années du siècle prochain. Cette progression permettra de préserver la tendance à la baisse des prix réels des aliments observée ces dernières décennies. Les perspectives varient cependant à l'échelle régionale, puisque l'on prévoit une sérieuse dégradation de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne et une précarité persistante de la situation en Asie du Sud.

La conclusion selon laquelle il sera possible à l'avenir de nourrir une population mondiale croissante pose toutefois en prémisses que des efforts importants soient faits pour accroître l'investissement dans la recherche agricole, et cela sans délai vu que l'impact sur les exploitations agricoles n'est perceptible qu'au bout de dix à vingt ans.

Une autre approche est celle de l'éminent économiste, feu Ian Carruthers. Celui-ci laisse entendre qu'une production vivrière adéquate exige la restitution aux agriculteurs de quelque 20 millions d'hectares de terres arables aux États-Unis et en Europe, et la mise à disposition de 80 millions d'hectares de savane en Amérique latine pour l'agriculture commerciale. Selon Carruthers, ce serait prendre un risque considérable que de tenter de produire, sur les sols fragiles et dans l'environnement sensible de la plupart des pays en développement, de quoi nourrir les populations urbaines en expansion galopante. Ces pays devraient plutôt augmenter leurs exportations de produits fabriqués à grand renfort de main-d'œuvre pour payer le surplus d'aliments dégagé dans les pays industrialisés. Toutefois Carruthers donne peu d'indications sur la façon d'établir et de gérer les infrastructures et la logistique requises pour faire face à la quadruple croissance en volume des exportations de céréales qu'entraînerait l'application de cette stratégie. Ces mesures impliquent en effet des coûts supplémentaires et donc une hausse des prix des aliments qui auraient pour effets de refermer la "porte d'accès à la nourriture" et d'aggraver la pauvreté.

L'exemple suivant illustre bien les problèmes soulevés par ces différents scénarios dans le débat actuel sur les ressources vivrières. Brown (1995) prévoit pour la Chine en 2030 un déficit vivrier de 207 millions de tonnes de céréales, soit à peu près l'équivalent du volume total des échanges mondiaux de céréales en 1994. En revanche, pour Rosegrant *et al.* (1995) qui ont participé aux études "2020 vision" de l'IFPRI, la Chine ne devra importer que 27 millions de tonnes de céréales en 2020.

Une telle divergence de vues incite à examiner de plus près les différents composants de l'équation de la sécurité alimentaire. Cela aidera à comprendre les raisons de tels écarts, tout en ouvrant peut-être de nouvelles perspectives qui pourraient utilement guider la coopération pour le développement.

L'équation de la sécurité alimentaire

L'équation classique de la sécurité alimentaire comporte deux courbes, l'une décrivant l'offre et l'autre la demande. Leur point d'intersection correspond à l'équilibre alimentaire – les conditions dans lesquelles l'offre égale la demande. De telles équations peuvent nous apprendre beaucoup sur les possibilités d'accès des diverses couches de la population mondiale aux denrées alimentaires.

Du côté de la demande, il faut tenir compte des éléments suivants:

- la croissance démographique;
- la consommation alimentaire par personne;
- l'élasticité de la demande par rapport aux revenus.

Du côté de l'offre, les éléments primordiaux sont les suivants:

- les terres supplémentaires exploitables dans le futur (mise en culture de terres jusqu'alors incultes et récupération de terres érodées ou épuisées);
- la hausse des rendements grâce
 - à une meilleure gestion des ressources naturelles (sol, eau, air et diversité génétique),
 - au développement des ressources humaines (compétences accrues, meilleures institutions, plus d'attention à la dynamique des rapports hommes-femmes, et meilleure organisation des groupes cibles),
 - au progrès technique (biotechnologie par exemple);
- la prévention des pertes après récolte et la réduction des frais de commercialisation.

La demande

La croissance démographique est peut-être la variable la plus importante de l'équation de la sécurité alimentaire, bien que les experts agricoles aient tendance à lui conférer le statut de facteur exogène. Margaret Catley-Carlson, présidente du Conseil des Nations unies pour la population, a mis ce phénomène en exergue lors de la conférence "2020 vision" de l'IFPRI en juin 1995 (IFPRI, 1995). Il est clair que l'on aurait tort d'attacher moins d'importance au facteur clé d'une équation simplement parce qu'il relève d'une autre discipline scientifique. L'agronomie a toujours tiré parti de la pluridisciplinarité et en a même été, dans certains domaines, un brillant exemple; son manque d'intérêt pour la question démographique est un peu curieux.

Les prévisions démographiques présentées à la Conférence des Nations unies sur la population et le développement en 1994 étaient impressionnantes, pas seulement en raison des chiffres. Elles soulignaient aussi les choix cruciaux posés aux politiciens et aux sociétés, et les moyens qu'ils ont d'influencer cette variable clé de l'équation de la sécurité alimentaire ou, plutôt, de l'équation "de la survie". Peut-être notre indifférence apparente à l'égard de ces moyens est-elle due en partie à un manque d'imagination devant ces chiffres abstraits. Chaque année la population du globe augmente d'un nombre égal à la population totale de l'Allemagne - 90 millions de personnes dont 84 millions naissent dans les pays en développement. Cela équivaut à 10 000 personnes de plus par heure - à peu près le nombre d'étudiants inscrits dans une université allemande de taille moyenne.

La question cruciale qui est de savoir si la Terre comptera 8, 10 ou 12 milliards de bouches à nourrir en l'an 2050 sera tranchée par le comportement de ses habitants d'aujourd'hui et de demain en matière de reproduction. Et ce comportement est lui-même intimement lié aux attentes économiques et au mode de vie des individus.

Cela dit, il est bien sûr trompeur de ne considérer la demande alimentaire qu'en fonction de la taille de la population. Les nombreuses prévisions concernant le déficit céréalier sont à mettre en doute si elles ne sont fondées que sur des besoins globaux théoriques, car la demande alimentaire est aussi influencée par le pouvoir d'achat et les opérations commerciales (Lele et Coffman, 1995; Alexandratos et de Haen, 1995). Malheureusement, les pronostics d'Otto Matzke sur la hausse du nombre absolu des victimes de la faim, lors du premier Sommet mondial de l'alimentation en 1974, se sont largement vérifiés: "Si, comme il faut s'y attendre, le pourcentage de la population mondiale touchée par la famine reste inchangé au cours des dix prochaines années, le nombre de victimes passera, d'ici à 1985, de 400 millions à 750 millions au moins" (Matzke, 1974).

Les hypothèses relatives aux besoins affectent profondément l'équation des ressources vivrières. Selon Brown et Kane (1994), seuls 2,5 milliards d'individus pourront être nourris en 2030 si l'on table sur une demande égale à la consommation aux Etats-Unis (800 kg par habitant), alors que si la demande par habitant se réduisait à celle de l'Inde (200 kg), il serait possible de nourrir 10 milliards de personnes. Mais cette thèse ne tient pas assez compte de l'impact des prix sur la consommation - ce qui devrait encourager les optimistes, puisque le prix réel des aliments a subi une pression à la baisse pratiquement tout au long de ce siècle.

En général la hausse du revenu par habitant en Afrique ne dépasse guère 2% par an. En supposant qu'elle se maintienne à ce niveau et que l'élasticité de la demande par rapport au revenu soit de 0,5, Alexandratos et de Haen (1995) soutiennent que la demande réelle dans les pays plus pauvres augmentera à peine de 30%, un volume de nourriture supplémentaire que la FAO juge "productible".

En conclusion, pour en revenir à la demande dans l'équation de la sécurité alimentaire, le facteur déterminant est finalement la demande basée sur le pouvoir d'achat correspondant. A ne pas confondre

avec les besoins globaux, prévision hypothétique fondée sur la croissance démographique et les besoins en calories par habitant. La croissance démographique, elle, ne peut être anticipée de manière réaliste que sur les vingt prochaines années, puisqu'elle dépendra grandement des décisions prises dans les années à venir par les gouvernements et les sociétés des pays en développement. Aussi faut-il manier avec prudence les prévisions d'aujourd'hui sur l'offre et la demande alimentaires. Un pas important serait d'obtenir un consensus des scientifiques sur la méthodologie pour déterminer la demande. Il est en effet difficile d'expliquer à l'opinion publique pourquoi l'on continue d'utiliser des méthodes si divergentes malgré tous les investissements faits dans la recherche.

L'offre

En 1974, les experts croyaient encore à un potentiel considérable d'expansion des surfaces cultivées dans les régions en développement. Vingt ans plus tard, ce potentiel s'est fort réduit. Pour Crosson (1994), la hausse du coût économique et écologique de la mise en culture de nouvelles terres est telle que cette mesure ne saurait guère contribuer à accroître la production des pays ACP dans les vingt-cinq prochaines années.

La remise en valeur des terres dégradées ou érodées et les efforts de prévention de l'érosion ne semblent pas avoir non plus un impact significatif sur les surfaces cultivées. Néanmoins, les connaissances à ce sujet sont nettement insuffisantes, d'où les contradictions relevées dans les données disponibles.

Comme nous l'avons vu, une hausse de rendement peut être due à quatre facteurs principaux: une meilleure gestion des ressources naturelles, le développement des ressources humaines, le progrès technique et la prévention des pertes après récolte ou la réduction des frais de commercialisation. Crosson (1994) estime que des facteurs tels que réduction de l'érosion des sols, meilleure gestion de l'eau et changement global du climat ont un effet potentiel négligeable sur les rendements. Cependant, le point de vue très différent de Brown, pour qui la capacité de charge de la planète est en passe d'atteindre la limite supérieure, devrait nous faire réfléchir. Vu la grande divergence des opinions sur ces sujets, il serait bon d'appliquer le principe de l'éthique écologique selon lequel, en cas d'incertitude sur l'impact d'une activité ou d'une pratique, les ressources naturelles doivent être sollicitées le moins possible. C'est le seul moyen d'éviter une surexploitation des ressources naturelles qui priverait les générations futures de toute possibilité de développement.

Le brûlis illustre bien la nécessité d'appliquer ce principe. Aujourd'hui, les deux tiers de la déforestation tropicale sont le fait de paysans démunis en quête de terres à cultiver. Au bout de quelques années beaucoup de ces terres retournent en jachère ou se muent en pâturage dégradé, et de nouvelles terres doivent alors être défrichées. Ces paysans n'ont d'autre choix que de détruire les forêts, car ils ne reçoivent pas le soutien nécessaire pour pratiquer une agriculture durable.

Il est pourtant clair aujourd'hui que des progrès sont possibles dans ce domaine. Les recherches ont montré que de meilleures techniques de labour et d'amendement conjuguées à une rotation de cultures appropriées et à un système alliant l'agriculture et l'élevage permettraient de maintenir ou d'accroître la production tout en minimisant les risques écologiques. L'adaptation locale et la généralisation de ces techniques sont vitales dans le cadre des efforts visant à augmenter la production dans les pays ACP. C'est particulièrement vrai en Afrique où les paysans ont dans certains cas déjà recours à des systèmes d'exploitation très complexes pour préserver les ressources dont dépend leur survie. Les systèmes de production durable doivent pouvoir garantir aux producteurs des revenus plus élevés.

S'agissant de la diversité génétique, il est important de noter que, malgré 10 000 ans de pratique agricole, seules 200 des quelque 50 000 plantes comestibles de la planète sont régulièrement cultivées. Environ 15%

des espèces cultivées assurent 90% de la nourriture à l'échelle mondiale, le blé, le riz et le maïs constituant les deux tiers. Vu sous cet angle, le risque d'"érosion génétique" est réel. Cela dit, la diversité génétique ne semble pas vraiment menacée pour le moment, en grande partie grâce aux efforts des institutions du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR) pour la collecte, la conservation et le redéploiement du matériel génétique. Comme 70% des plantes cultivées en Afrique, 50% en Amérique et 30% en Asie ne sont pas originaires de ces régions respectives, il va sans dire qu'il importe de prendre soin du matériel génétique et d'en encourager le libre échange dans le monde. Cette démarche est vitale en ce sens qu'elle sous-tend la hausse des rendements que doit assurer la phytogénétique.

Quant au développement des ressources humaines, on peut d'emblée affirmer que les expériences de ces dernières décennies ont démontré son rôle clé dans tous les progrès réalisés en termes de hausse des rendements. Curieusement, une erreur fondamentale, qui a pénalisé la recherche agricole par le passé, a été d'élaborer des solutions techniques en dehors des paysans, avec l'espoir que ces derniers les adopteraient sans se poser de questions. On entend encore aujourd'hui des scientifiques déclarer que beaucoup de techniques sont prêtes et ne demandent qu'à être utilisées, si seulement les paysans prenaient conscience de ces possibilités. Dans ce cas on place au coeur des efforts de développement non pas l'être humain, mais la technologie.

Sans toujours nous en rendre compte, nous sommes passés de l'ère de la machine à l'ère de l'information et, dans de nombreux cas, l'écart technologique s'est aujourd'hui mué en déficit de connaissances. Notre capacité à relever le défi de la hausse de la production alimentaire à l'aube du troisième millénaire dépendra essentiellement de l'amélioration des connaissances des producteurs. Comme le dit l'actuel président du CGIAR, "le paradigme du développement s'est élargi pour inclure l'investissement dans les ressources humaines comme l'élément clé, voire l'essence même de toute stratégie de développement" (Serageldin, 1995).

Des institutions performantes sont vitales pour la production et la diffusion des connaissances. Les systèmes de transfert *top-down* du savoir se sont en général révélés inefficaces ou improductifs, voire, dans le pire des cas, les deux à la fois. Le développement doit commencer à la base: il doit habiliter la population à se forger sa propre identité et à créer ses propres institutions. Par conséquent, ce ne sont pas les gouvernements qui ont besoin de conseils pour comprendre l'agriculture et transmettre des techniques aux paysans; ce sont les paysans qui ont besoin d'être informés directement par leurs institutions, lesquelles auront collaboré avec les scientifiques à la mise au point des techniques. On confond souvent participation et consultation, pourtant ces deux mots n'ont pas la même signification, même si la consultation est menée dans les meilleures intentions. Si l'on avait mis au point plus tôt des méthodes participatives adéquates, le fait que les femmes en Afrique produisent les deux tiers des denrées alimentaires, constituent 60 à 70% de la main-d'oeuvre agricole et tiennent la plupart des fermes ne serait pas aujourd'hui une simple donnée statistique. Au contraire, les nombreux efforts en vue d'augmenter la production en Afrique seraient axés en priorité sur les femmes, et les vulgarisateurs travailleraient suivant le concept de la "paysanne africaine et son mari".

L'intérêt que la communauté du développement porte désormais à l'environnement a amené la plupart de ceux qui fixent les priorités du développement à perdre de vue à la fois la nécessité d'une hausse de la production alimentaire et l'être humain en tant qu'acteur clé dans la poursuite de cet objectif. Recentrer l'attention sur ces deux priorités est impératif si l'on veut relever les défis du développement au XXI^e siècle.

Le progrès technique offre de réelles chances de hausse des rendements, surtout si la biotechnologie peut s'attaquer avec succès aux problèmes de production alimentaire dans les pays en développement. Certes le rendement céréalier de certaines régions à haut potentiel est en baisse actuellement, mais de nouvelles

méthodes d'amélioration des variétés, de recyclage des éléments nutritifs, de lutte contre les ravageurs et les maladies, de gestion des sols et d'irrigation pourraient bien offrir un potentiel suffisant pour nous permettre de croire à une nouvelle "super révolution verte". Au début du prochain siècle, chaque 0,1% de hausse du rendement permettra d'épargner 25 millions d'hectares de terres arables qui, autrement, devraient produire le même volume de nourriture (McCalla, 1994). Efficacement utilisée pour intensifier l'agriculture, la technologie sert aussi bien à protéger qu'à exploiter les ressources naturelles.

La prévention des pertes après récolte et la réduction des frais de commercialisation reçoivent très peu d'attention aujourd'hui. A la fin des années 70, on estimait à 30% au moins les pertes après récolte dans les pays en développement, même si ce chiffre n'a pas toujours été confirmé par les enquêtes ultérieures. Quoiqu'il en soit, il est indéniable que la filière après récolte subit de grosses pertes, physiques et financières, qui font monter les prix. Imputables en partie à la précarité des infrastructures et de la logistique, les frais de commercialisation dans les pays en développement dépassent de 50% ceux des pays industrialisés. L'infrastructure est particulièrement médiocre dans les pays ACP. Au Nigeria par exemple, le réseau des routes praticables dans les zones rurales représentait en 1985 moins d'un cinquième de celui de l'Inde en 1950, à densité de population comparable (Lele et Coffman, 1995).

En conclusion, les ressources naturelles pourraient bien être un facteur limitant les efforts visant à accroître les rendements, plutôt qu'un facteur favorable. Néanmoins, le potentiel sur le plan du développement des ressources humaines, du progrès technique, de l'après-récolte et de la commercialisation incite à l'optimisme, pour autant que les mesures nécessaires à l'exploitation de ce potentiel soient réellement mises en oeuvre.

LA NECESSITE D'AGIR

La dimension politique

Les organisations de développement et les institutions de recherche ont à maintes reprises démontré que le secteur agricole et rural est la clé du développement économique et social global. Pourtant l'agriculture figure rarement parmi les priorités politiques des gouvernements, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Pourquoi ?

La raison principale est peut-être le "penchant urbain" de ceux qui, au sein d'un gouvernement, décident de l'économie et des investissements. Malgré quelques récentes réformes prometteuses, la fiscalité et autres mesures clés dans beaucoup de pays en développement ont encore tendance à favoriser les consommateurs urbains au détriment des producteurs ruraux. D'où un transfert massif de ressources des campagnes vers les villes, et des effets négatifs sur la croissance, l'équité et l'environnement dans les zones rurales.

Deuxièmement, même si de nouveaux programmes sont lancés en rapport avec l'agriculture, ils s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre de la gestion des ressources naturelles et de la lutte contre la pauvreté. Un cercle vicieux s'installe, dans lequel ceux qui rédigent les avant-projets évitent de mettre l'accent sur l'agriculture, et ceux qui les lisent ne parviennent pas à saisir le lien entre ces nouveaux thèmes et le développement agricole et rural. L'agriculture en sort perdante, victime d'une désaffection et d'une baisse continue des financements.

La dimension financière

Quand les donateurs ont commencé à se désintéresser de l'agriculture dans les années 80, les gouvernements des pays en développement leur ont emboîté le pas. La baisse du volume des investissements

agricoles financés par les banques et les donateurs bilatéraux s'est accompagnée d'une réduction des parts de l'agriculture dans les prévisions budgétaires de nombreux pays ACP. La priorité était désormais accordée à l'ajustement structurel et à la libéralisation des échanges commerciaux.

Les changements de politique économique dictés par ces nouvelles priorités étaient sûrement nécessaires et continuent d'avoir un impact positif sur l'agriculture. Ainsi, la dévaluation du franc CFA en 1994 a été largement bénéfique aux paysans approvisionnant le marché ouest-africain francophone. Toutefois, ces bénéfices ne sont pas suffisants pour compenser les restrictions financières dans le secteur public. L'investissement se concentre sur d'autres secteurs et le développement agricole est trop souvent axé sur les cultures d'exportation destinées au marché mondial.

La dimension recherche

Les chercheurs agronomes et leurs institutions ont tardé à réagir au mouvement de réflexion sur les questions d'équité et d'environnement qui s'est fait jour dans les années 80. Tandis que s'émuait l'intérêt suscité par les succès de la révolution verte, ils n'ont pas su répondre aux critiques à l'encontre des nouvelles technologies et de leurs effets sur l'eau et les sols, les revenus des agriculteurs les plus démunis et la structure des sociétés rurales. La répugnance de certains à même admettre l'existence de ces problèmes pourrait expliquer la tendance actuelle à considérer la gestion des ressources naturelles et la lutte contre la pauvreté comme des secteurs distincts de l'agriculture. De nombreux systèmes nationaux de recherche ont trop longtemps persisté à privilégier la phytogénétique et les sciences biologiques au détriment des études socio-économiques et systémiques.

Si, aujourd'hui, la plupart de ces défauts ont été corrigés, il n'en demeure pas moins que ce réveil tardif et l'absence de message pertinent ont eu de graves conséquences encore perceptibles de nos jours. Dans la période précédant la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement en 1992 à Rio de Janeiro, les organisateurs avaient annoncé leur intention de ne pas aborder le thème de l'agriculture. Il a fallu d'énormes pressions de la FAO pour les faire revenir sur leur décision.

LE RÔLE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

À la lumière des éléments évoqués ci-dessus, le rôle de la coopération au développement est clair. Le défi dans l'immédiat consiste à raviver l'intérêt pour le développement agricole et rural et à replacer celui-ci au cœur des préoccupations des gouvernements et des bailleurs de fonds. Cela ne peut évidemment se faire que dans un contexte macro-économique et institutionnel sain, propice à une politique de développement agricole efficace.

Le développement agricole devrait se concentrer non seulement sur les traditionnelles questions techniques d'amélioration des cultures et des sols – qui, au demeurant, ont leur importance – mais aussi sur les nouveaux thèmes touchant à la protection de l'environnement et à la création de revenus pour les populations démunies. Même si ce sont là des sujets très complexes, l'adoption désormais généralisée d'une démarche systémique et l'intérêt croissant de nombreux scientifiques pour des méthodes plus participatives constituent un point de départ appréciable. L'agriculture des pays en développement devra se mesurer au succès remporté dans la promotion des quatre "E": équité, emploi, écologie et économie. Le fait que les ressources consacrées à la recherche en agronomie tropicale s'amenuisent dans la plupart des pays industrialisés réaffirme la nécessité d'un partenariat efficace entre les institutions en vue de garantir un impact.

L'IMPERATIF MORAL

L'équation de la survie ne peut être résolue avec humanité que s'il existe un large consensus politique et social sur le droit de chaque habitant de la planète non pas juste de survivre mais de mener une vie active et bien remplie. Mais un simple consensus ne suffit pas. Seul un engagement ardent fondé sur la dimension morale du problème de l'alimentation dans le monde créera la motivation et la force nécessaires pour réussir. Comme le dit Ismail Serageldin "Nous devons être conscients que ce peut être une question de vie ou de mort, de guerre ou de paix" (IFPRI, 1995).

Nous trouverons dans cet engagement fervent l'énergie nécessaire pour continuer sans répit ce travail crucial pour le futur, malgré toutes les déconvenues nées de la confusion qui entoure actuellement le débat sur les ressources vivrières dans le monde et le rôle de l'agriculture dans le développement durable.

Note

Cet article est basé sur un exposé présenté par l'auteur à l'occasion du séminaire sur les thèmes prioritaires d'information pour l'agriculture des pays ACP, organisé par le CTA à Wageningen, Pays-Bas, du 30 septembre au 4 octobre 1996.

Références

- Alexandratos, N. et de Haen, H. 1995. World consumption of cereals: Will it double by 2025? *Food Policy* 20 (4): 359-366.
- Brown, L.R. et Kane, H. 1994. *Full House: Reassessing the Earth's Population Carrying Capacity*. Worldwatch Environmental Alert Series. Worldwatch Institute, New York, USA/London, UK.
- Brown, L.R. 1995. *Who Will Feed China?* Worldwatch Environmental Alert Series. Worldwatch Institute, New York, USA/London, UK.
- Crosson, P. 1994. Degradation of resources as a threat to sustainable agriculture. Paper presented at the First World Congress of Professionals in Agronomy, 5-8 September 1994, Santiago, Chile.
- FAO. 1993. Paper (C 93-24) presented at the FAO conference, Agriculture: Towards 2010, 6-25 November 1993, Rome, Italy.
- IFPRI. 1995. Studies prepared for the IFPRI conference, A 2020 vision for food, agriculture and the environment, 13-15 June 1995, Washington DC, USA.
- Lele, U. et Coffman, R. 1995. *Global Research on the Environmental and Agricultural Nexus for the Twenty-first Century: A Proposal for Collaborative Research among US Universities, CGIAR Centers and Developing Country Institutions*. University of Florida and Cornell University, USA.
- Matzke, O. 1974. *Der Hunger wartet nicht: Die Probleme der Welternährungskonferenz 1974*. Deutsche Welthungerhilfe, Bonn, Germany.
- McCalla, A.F. 1994. Agriculture and food needs to 2025: Why we should be concerned. Sir George Crawford Memorial Lecture, International Centers' Week, November 1994, Washington DC, USA.
- Rosegrant, M.W., Agcaoili-Sombilla, M. et Perez, N.D. 1995. Global food projections to 2020: Implications for investment. Draft Discussion Paper. IFPRI, Washington DC, USA.
- Serageldin, I. 1995. *Nurturing Development: Aid and Cooperation in Today's Changing World*. The World Bank, Washington DC, USA.